

**Consultation ministérielle sous-régionale sur la
mise en œuvre de la Résolution AGNU 69/150
interdisant les mutilations génitales féminines**

Dakar, 26-27 avril 2016

AVANT PROJET DE PROGRAMME



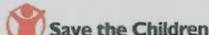
Ministère de la Femme, de la Famille, et de l'Enfance



Comité Inter-Africain
Inter-African Commit



AGENZIA ITALIANA
PER LA COOPERAZIONE
ALLO SVILUPPO



MARDI, 26 AVRIL 2016			
08h00-08h20	<i>Déplacement au Conseil Economique, Social et Environnemental</i>		
08h00-08h45	<i>Accueil et enregistrement des participants</i>		
08h45-08h55	<i>Installation dans la salle plénière</i>		
09h00-09h10	Sketch par une troupe : <i>Espoir de la Banlieue</i>		
09h10-10h50	<p>Séance d'ouverture</p> <p>Emma Bonino, fondatrice de NPWJ, ancienne ministre des Affaires étrangères d'Italie et ancienne Commissaire européenne</p> <p>Mariam Lamizana, Présidente du Comité Inter-Africain</p> <p>Ahmed Awudu Gumah, Directeur du Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre</p> <p>Paolo Venier, Ambassadeur d'Italie au Sénégal</p> <p>Alberto Virella, Ambassadeur d'Espagne au Sénégal</p> <p>Bianca Pomeranzi, Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes</p> <p>Andrea Ori, Représentant régional pour l'Afrique de l'Ouest, HCDH</p> <p>Discours d'ouverture de la Consultation ministérielle par Madame Mariama Sarr, Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance du Sénégal</p>		
10.50-11.20	<i>Photo de groupe et pause café</i>		
11.20-13.00	<p>Séance de haut niveau 1: Le cadre normatif national et la coopération sous-régionale</p> <p>Les participants se réunissent dans trois salles séparées, par domaine. Les ministres de la Justice, de la Santé et des Femmes/Genre et d'autres participants discuteront de leurs expériences concernant les défis politiques et opérationnels rencontrés dans la lutte pour l'élimination des MGF, y compris la mise en œuvre de l'interdiction mondiale des MGF, identifieront des solutions concrètes et mettront en exergue de pistes de coopération avec leurs homologues dans la sous-région.</p> <p><i>Vous trouverez l'explication de chaque séance et des thèmes abordés dans le programme détaillé</i></p>		
	Groupe 1: Domaine Justice <i>Lieu: Salle A</i>	Groupe 2: Domaine Santé <i>Lieu: Salle B</i>	Groupe 3: Domaine ministres des Femmes/Genre <i>Lieu: Auditorium</i>
13h00-14h30	<i>Pause déjeuner</i>		
14h30-16h00	Séance de haut niveau 1 (continuation)		
	Groupe 1: Domaine Justice <i>Lieu: Salle A</i>	Groupe 2: Domaine Santé <i>Lieu: Salle B</i>	Group 3: Domaine ministres des Femmes/Genre <i>Lieu: Auditorium</i>
16h00-17h00	<p>Plénière: Récapitulatif des recommandations des séances de haut niveau et identification des éléments pour la Déclaration Finale</p> <p><i>Lieu: Salle Plénière</i></p>		
17h00-17h30	<i>Déplacement du Conseil Economique, Social et Environnemental à l'hôtel</i>		
20h00-20h20	<i>Déplacement de l'hôtel au restaurant</i>		
20h30	<p>Dîner offert par Madame Mariama Sarr, Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance du Sénégal</p> <p><i>Lieu : Café de Rome</i></p>		

MERCREDI, 27 AVRIL 2016			
08h00-08h20	<i>Déplacement au Conseil Economique, Social et Environnemental</i>		
08h00-08h45	<i>Café et enregistrement des participants (suite)</i>		
08h45-08h55	<i>Installation dans la Auditorium</i>		
09h00-09h30	Séance plénière: Information sur les séances croisées de haut niveau		
09h30-11h15	Séance de haut niveau 2: Coopération intra-sectorielle : Prévention, Réponse, Evaluation Les participants de chaque domaine se réunissent en séances croisées pour aborder des sujets tels que la Prévention, la Réponse et l'Evaluation, et discutent comment les différents domaines doivent se coordonner et coopérer, nationalement et dans la sous-région. <i>Vous trouverez l'explication de chaque séance et des thèmes abordés dans le programme détaillé</i>		
	Groupe 4 : Prévention <i>Lieu: Auditorium</i>	Groupe 5 : Réponse <i>Lieu: Salle A</i>	Groupe 6 : Évaluation <i>Lieu: Salle B</i>
11h15-11h30	<i>Pause Café</i>		
11h30-13h00	Plénière: Présentation et discussion des résultats des séances de haut-niveau et des éléments de la Déclaration Finale <i>Lieu : Auditorium</i>		
13h00-14h30	<i>Déjeuner</i>		
14h30-16h00	Plénière: Lecture et adoption de la Déclaration Finale Déclarations d'engagement des représentants des délégations des pays <i>Lieu : Auditorium</i>		
16h00-16h30	Séance de clôture <ul style="list-style-type: none"> • Mots de remerciement • Allocution de clôture par Mariama Sarr, Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance du Sénégal 		

Programme détaillé de la Consultation ministérielle sous-régionale

Le programme de la Consultation ministérielle est conçu pour faciliter un dialogue politique approfondi entre les participants représentant et travaillant dans trois domaines principaux impliqués dans la mise en œuvre de l'interdiction mondiale des MGF énoncée dans la Résolution AGNU: justice, santé et femmes/genre. La Résolution de l'AGNU, qui a été adoptée grâce aux efforts et à la volonté des Etats africains, est devenue un point de référence de la lutte globale contre les MGF. Pour atteindre l'objectif de la Résolution, des politiques concrètes et coordonnées, des stratégies pratiques dans les domaines de la justice, de la santé et des femmes/genre, sont tout à fait nécessaires. En fin de compte, le programme est conçu pour aboutir à un document qui soit une source d'inspiration et qui engage les participants à mener des actions dans l'avenir pour mettre un terme aux MGF, à présenter les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'interdiction et dans la coopération intra-sectorielle et sous-régionale. Les résultats peuvent également inspirer et encourager les autres régions où l'interdiction des MGF n'a pas encore abouti aux mêmes avancées qu'en Afrique de l'Ouest.

A part les séances d'ouverture et clôture, le programme se déroule pendant deux jours en séances croisées de haut niveau réunissant d'abord les participants et les ministres selon leur domaine, et ensuite selon les thèmes abordés. Les séances de haut niveau sont associées à des séances plénières pour partager les résultats et travailler ensemble à la Déclaration Finale qui doit intégrer les engagements politiques issus de chaque séance. La Déclaration Finale sera adoptée le deuxième jour après le déjeuner, et son adoption sera suivie par les déclarations des représentants des délégations des pays.

MARDI, 25 AVRIL 2016-04-24

09h00 Sketch par une troupe : *Espoir de la Banlieue*

09h10 Séance d'ouverture

- **Emma Bonino**, fondatrice de NPWJ, ancienne ministre des Affaires étrangères d'Italie et ancienne Commissaire européenne
- **Mariam Lamizana**, Présidente du Comité Inter-Africain
- **Ahmed Awudu Gumah**, Directeur du Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre
- **Paolo Venier**, Ambassadeur d'Italie au Sénégal
- **Alberto Virella**, Ambassadeur d'Espagne au Sénégal
- **Bianca Pomeranzi**, Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
- **Andrea Ori**, Représentant régional pour l'Afrique de l'Ouest, HCDH

Discours d'ouverture de la Consultation ministérielle par Madame **Mariama Sarr**, Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance du Sénégal

10h50 *Photo de groupe et pause café*

11h20 Séance de haut niveau 1: le cadre normatif national et la coopération sous-régionale

Lors de la première séance de haut niveau, les participants se réunissent parallèlement dans trois salles séparées par domaine : ministres de la Justice, de la Santé et des Femmes/Genre et d'autres participants discuteront de leurs expériences concernant les défis politiques et opérationnels rencontrés dans leur domaine lors de la mise en œuvre de l'interdiction mondiale des MGF, identifieront des solutions concrètes et mettront en exergue de pistes de coopération avec leurs homologues dans la sous-région.

Groupe 1 : Domaine Justice

Le débat sera consacré à l'analyse de l'état des lieux et aux mesures politiques à prendre et aux actions concrètes à mettre en place dans le domaine de la justice pour la mise en œuvre de l'interdiction des MGF, en commençant par l'aspect législatif jusqu'à l'instruction de procès pénaux et à l'appel du jugement. Cela concerne tous les agents du système judiciaire, dont le parquet, la police, les avocats, les procureurs, les juges, les agents du service correctionnel, les médiateurs et d'autres. Les questions principales qui seront traitées sont celles des défis politiques pour le renforcement des actions pratiques pour la prévention des MGF, des réponses à donner face à des casiers et de l'évaluation de l'impact des actions menées dans ce domaine. De plus, le groupe essaiera de comprendre comment les acteurs du système judiciaire doivent être supportés pour qu'ils arrivent à mieux exercer leur rôle et quelles sont les priorités politiques de ce domaine pouvant favoriser la mise en œuvre de l'interdiction des MGF.

Les sujets de discussion seront :

- Promouvoir la connaissance des lois et des développements sur le plan législatif;
- Code de conduite professionnelle, y compris les obligations de reporting;
- Politiques en matière de poursuite;
- Exercice du pouvoir de juridiction extraterritorial;
- Entre-aide judiciaire, coopération judiciaire et partage de politiques dans la sous-région.

Président Choisi parmi les participants

Facilitator **Niccolò Figà-Talamanca**, Secretary General, No Peace Without Justice

Rapporteur **Abdul Rahim Kamara**, President, Manifesto 99

Interventions **Cheick Sako**, Ministre d'Etat, à la Justice, Garde des Sceaux (Guinea)

Aida Injai Fernandes, Ministre de la Justice (Guinea-Bissau)

Camara Fata Maiga, Chargée de Mission, Ministère de la Justice, des Droits de l'Homme et Garde des Sceaux (Mali)

Kutaka D. Togbah, Director of the Human Rights and Protection Section of the Ministry of Justice (Liberia)

Mercy Vivian Agada, Assistant Director International & Comparative Law Department, Minister of Justice (Nigeria)

Moustapha Seye, Ministère de la Justice du Senegal

Victoria Ouedraogo, Secrétaire Générale, Voix de Femmes

Groupe 2: Domaine Santé

Le débat sera focalisé sur la question de savoir comment le domaine de la santé doit travailler pour la mise en œuvre de l'interdiction des MGF. Cela concerne tous les agents du service santé, dont les médecins, les sages-femmes et autre personnel de santé. Les questions principales qui seront traitées sont celles des défis politiques pour le renforcement des actions pratiques pour la prévention des MGF, des réponses à donner face à des cas de MGF et de l'évaluation de l'impact des actions menées dans ce domaine. De plus, le groupe essayera de comprendre comment les acteurs du système santé doivent être supportés pour qu'ils arrivent à mieux exercer leur rôle et quelles sont les priorités politiques de ce domaine pouvant favoriser la mise en œuvre de l'interdiction des MGF.

Les sujets de discussion seront:

- Éléments du cadre normatif du domaine de la santé, y compris la connaissance;
- Inclusion de l'interdiction des MGF dans les code de conduite professionnelle et les protocoles;
- Obligations de reporting;
- Formation continue et développement professionnel;
- Collecte et partage d'informations entre les services santé intra et inter pays.

Président Choisi parmi les participants

Facilitator **Dr Morissanda Kouyate**, Directeur Exécutif, CI-AF

Rapporteur **Bineta Sene**, Ministère de la Santé, Senegal

Interventions **Abdourahmane Diallo**, Ministre de la Santé (Guinea)

Alfredo Claudino Alves, Directeur Général du Service santé de la reproduction (Guinea Bissau)

Samson K. Arzoquoi, Assistant Minister of Health and Social Welfare (Liberia)

Memouna Yacoubou, President of GSAT CI-AF Benin

Koyagbè Koné, Présidente, Cellule de Coordination sur les Pratiques Traditionnelles Affectant la Santé des Femmes et des Enfants

Modupe Onadeko, President IAC Nigeria

Groupe 3: Domaine Ministres des Femmes/Genre

Le débat sera focalisé sur la question de savoir comment les Ministères des Femmes/Genre doivent travailler pour la mise en œuvre de l'interdiction des MGF. Cela concerne les femmes et tous les agents de ces Ministères, dont les travailleurs sociaux, les assistants psychologues, les fournisseurs de services sociaux et d'autres. Les questions principales qui seront traitées sont celles des défis politiques pour le renforcement des actions pratiques pour la prévention des MGF, des réponses à donner face à des cas de MGF et de l'évaluation de l'impact des actions menées dans ce domaine. De plus, le groupe essaiera de comprendre comment les acteurs de ce domaine doivent être supportés pour qu'ils arrivent à mieux exercer leur rôle et quelles sont les priorités politiques de ce domaine pouvant favoriser la mise en œuvre de l'interdiction des MGF.

Les sujets de discussion seront:

- Eléments pour un plan national du domaine Femmes/Genre, y compris la connaissance;
- Eléments pour un plan de sensibilisation et engagements des femmes et du public;
- Codes de conduite professionnelle et obligations de reporting;
- Collecte et partage des informations et coopération intra et inter pays.

Président Choisi parmi les participants

Facilitateur **Fatoumata Balde**, Présidente, Comité National de Lutte Contre les Pratiques Néfastes

Rapporteur **Assibi Napoe**, Présidente CIAF Togo

Interventions **Camara Sanaba Kaba**, Ministre de l'Action sociale, de la Promotion féminine et de l'Enfance (Guinea)

Della Sowah, Deputy Minister of Gender, Children and Social Protection (Ghana)

Youssouf Bagayoko, Directeur par intérim du Programme National de Lutte contre l'Excision (PNLE), Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (Mali)

Valentina Mendes, Ministre de la Femme, de la Famille et de la Cohésion sociale (Guinea-Bissau)

Florent Maroya, Direction de la Promotion de la Femme et du Genre ; Ministère de la Famille, des Affaires Sociales, de la Solidarité Nationale, des Handicapés et des Personnes de Troisième âge (Benin)

Abdallahi Diakite, Conseiller de la Ministre des Affaires sociales, de l'Enfance et de la Famille (Mauritania)

Eunice Maasodong, President, Ghanian Association for Women Welfare

Marième Baba Sy, Présidente, Association pour la Promotion de l'Egalité entre Genre Droits Humains et Développement

13h00 Déjeuner

14h30 Reprise de la séance de haut niveau 1 : Le cadre normatif national et la coopération sous-régionale, par domaine

16h00 Plénière : Récapitulatif des séances de haut niveau et identification des éléments pour la Déclaration Finale

17h00 *Fin de la première journée de travaux*

MERCREDI, 27 AVRIL 2016

09h00 Plénière : Information sur les séances croisées de haut niveau

09h30 Séance de haut niveau 2 : Coopération intra-sectorielle : Prévention, Réponse, Evaluation

Les participants de chaque domaine se réunissent en séances croisées pour aborder des sujets tels que la Prévention, la Réponse et l'Évaluation, et discutent comment les différents domaines doivent se coordonner et coopérer, au niveau national et sous-régional.

Groupe 4: Prévention

La discussion à l'égard de la prévention va se concentrer sur les politiques et les actions concrètes à adopter pour faciliter la coopération intra-sectorielle.

Les sujets de discussion seront:

- Éléments pour un plan national de prévention des MGF;
- Services intra-sectoriels nécessaires pour la prévention;
- Stratégies pour la prise de conscience et la sensibilisation;
- Collecte et partage d'informations et coopération entre domaines et dans la sous-région.

Président Choisi parmi les participants

Facilitateur **Fatoumata Balde**, Présidente, Comité National de Lutte Contre les Pratiques Néfastes

Rapporteur **Assibi Napoe**, Présidente CIAF Togo

Interventions **Sibylle Assavedo**, Directrice Adjointe de la Santé de la Mère et de l'Enfant, Ministère de la Santé (Benin)

Noelle Caroline Grekou née Toure, Directrice de Cabinet du Ministère de la Promotion de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfant (Cote d'Ivoire)

Azanledji-Ahadji Mawulawoè, Magistrate / Avocat Général près la cour suprême du Togo (Togo)

Moustapha Tourè, Ministère de la Santé du Mali

Fatoumetou Habib, Ministre des Affaires sociales, de l'Enfance et de la Famille de la Mauritanie (Mauritania)

Imam Djiguiba Cisse, President, Fondation Djigui - La Grande Esperance

Phyllis Kimba, President, NATPAH

Groupe 5: Réponse

La réponse est l'ensemble des actions à entreprendre face à des cas de pratique de MGF: quelles sont les démarches à effectuer dans les différents domaines et les politiques et les actions concrètes à mettre en place.

Les sujets de discussion seront:

- Eléments pour un plan national de réponse aux MGF;
- Services intra-sectoriels nécessaires pour une réponse efficace aux MGF;
- Stratégies pour la prise de conscience et la sensibilisation;
- Collecte et partage d'informations et coopération entre domaines au niveau national et dsous-régional.

Président Choisi parmi les participants

Moderator **Dr Morissanda Kouyate**, Directeur Exécutif, CI-AF

Rapporteur **Bineta Sene**, Ministère de la Santé, Senegal

Interventions **Adjouavi Elzie Soussou Nouclai**, Point Focal Genre, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation (Benin)

Zubair Ilyasu Omar, Assistant Chief Social Welfare Officer in the Women and Gender Affairs Department (Nigeria)

Issa Zoumari Kallekoye, Secrétaire Général, Ministre de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant (Niger)

Perpetue Toe, Secrétaire Permanente Comité National de lutte contre la Pratique de l'Excision (Burkina Faso)

Isatou Touray, Executive Director, The Gambia Committee on Traditional Practices Affecting the Health of Women and Children

Boubé Fatouma Mailélé, Trésorière, CONIPRAT

Groupe 6: Evaluation

Il s'agit de déterminer les méthodes d'évaluation de l'ensemble des politiques et stratégies au niveau sectoriel, inter-sectoriel, national et sous-régional. Il s'agit également d'adopter des systèmes d'évaluation des prévalences.

Les sujets de discussion seront:

- Méthodologies pour la collecte des données pour effectuer l'évaluation;
- Eléments pour un plan national sur l'évaluation de l'impact du travail contre les MGF;
- Indicateurs de l'efficacité de l'évaluation de l'impact du travail contre les MGF;
- Coopération entre secteurs et sous-région pour améliorer l'efficacité de l'évaluation.

Président Choisi parmi les participants

Facilitator **Niccolò Figà-Talamanca**, Secretary General, No Peace Without Justice

Rapporteur **Abdul Rahim Kamara**, President, Manifesto 99

Interventions **Nana Kadidia Traore**, Conseillère technique en charge des questions de santé, Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (Mali)

Sieane Abdul Baki, Deputy Minister of Gender, Children, & Social Protection (Liberia)

John Yaw Appiah, Director, Ministry of Health (Ghana)

Moustapha Seye, Ministère de la Justice du Senegal

Brahima Ballo, Chargé de programme AMSOPT (Mali)

11h15 *Pause café*

11h30 Plénière: Présentation et discussion des résultats des séances de haut-niveau et des éléments de la Déclaration Finale

13h00 *Déjeuner*

14h30 Plénière: Adoption de la Déclaration Finale et déclarations des représentants des délégations des pays

16h00 Séance de clôture

16h30 *Fin de la deuxième journée de travaux*